



AUTORITE DE REGULATION DU MARCHE DES CAPITALS DU BURUNDI

**Rapport sur l'Enquête Diagnostique des Besoins de Financement et de la
Connaissance du Marché des Capitaux par les Entreprises Burundaises**

Table des matières

CHAPITRE 1. Aperçu Méthodologique	8
i. Objectif de l'enquête.....	8
ii. Couverture de l'enquête	8
iii. Champ de l'enquête	8
iv. Unité Statistique.....	9
v. Déroulement de l'enquête	9
CHAPITRE 2. Profil et Gouvernance des entreprises.....	10
I. Répartition des entreprises par province	10
I. Répartition des entreprises selon leur forme juridique.....	10
I. Répartition des employés selon la forme juridique des entreprises	11
II. Répartition des entreprises par secteur d'activité principale	12
III. Existence des organes de gouvernance dans les entreprises	13
CHAPITRE 3. Situation financière et structure du capital social	14
I. Répartition des entreprises par capital social (2024)	14
II. Répartition des entreprises par chiffre d'affaires (2024)	15
III. Répartition des entreprises par Résultat Net (2022-2024).....	16
IV. Répartition des entreprises par actionnariat (2024).....	16
CHAPITRE 4. Besoins de financement et projets de développement.....	17
I. Classification des entreprises selon l'éligibilité de leurs projets sur le marché des capitaux	17
II. Répartition des entreprises par stratégie de financement (2024).....	18
CHAPITRE 5. Connaissance et perception du marché des capitaux	19
I. Répartition des entreprises selon leur niveau de connaissance du marché des capitaux.....	19
I. Répartition des entreprises selon qu'elles ont déjà utilisé le marché des capitaux	20
I. Niveau de perception des avantages du marché des capitaux par les entreprises	21
I. Niveau de perception des risques liés à l'émission des actions ou obligations sur le marché des capitaux par les entreprises	22
I. Domaines prioritaires de renforcement des capacités sur le marché des capitaux	23
CHAPITRE 6. Conclusion et recommandations	25
I. Conclusion.....	25

II. Recommandations 25

Liste des figures

<i>Figure 1. Répartition des entreprises par province -----</i>	<i>10</i>
<i>Figure 2. Répartition des entreprises selon leur forme juridique -----</i>	<i>11</i>
<i>Figure 3. Répartition des entreprises selon leur niveau de connaissance du marché des capitaux -</i>	<i>20</i>
<i>Figure 4. Répartition des entreprises selon qu'elles ont déjà utilisé le marché des capitaux -----</i>	<i>21</i>
<i>Figure 5. Niveau de perception des avantages du marché des capitaux par les entreprises -----</i>	<i>22</i>
<i>Figure 6. Niveau de perception des risques liés à l'émission des actions ou obligations sur le marché des capitaux par les entreprises -----</i>	<i>22</i>
<i>Figure 7. Domaines prioritaires de renforcement des capacités sur le marché des capitaux -----</i>	<i>24</i>

Liste des tableaux

<i>Tableau 1. Répartition des employés selon la forme juridique des entreprises</i>	<i>12</i>
<i>Tableau 2. Répartition des entreprises par secteur d'activité principale</i>	<i>13</i>
<i>Tableau 3. Existence des organes de gouvernance dans les entreprises</i>	<i>14</i>
<i>Tableau 4. Répartition des entreprises par capital social (2024)</i>	<i>15</i>
<i>Tableau 5. Répartition des entreprises par chiffre d'affaires (2024)</i>	<i>15</i>
<i>Tableau 6. Répartition des entreprises par Résultat Net (2022-2024)</i>	<i>16</i>
<i>Tableau 7. Répartition des entreprises par actionnariat (2024)</i>	<i>17</i>
<i>Tableau 8. Classification des entreprises selon l'éligibilité de leurs projets sur le marché des capitaux</i>	<i>18</i>
<i>Tableau 9. Répartition des entreprises par stratégie de financement (2024)</i>	<i>18</i>

0. Introduction

Dans un contexte économique en pleine mutation, l'accès au financement constitue un enjeu capital pour le développement durable des entreprises. Le marché des capitaux, en tant que source potentielle de financement à moyen et long terme, offre des opportunités significatives pour renforcer les capacités d'investissement et de croissance des entreprises.

Ce rapport présente les résultats de l'enquête diagnostique menée auprès des entreprises burundaises. L'objectif principal est d'identifier les besoins réels en financement, d'évaluer la connaissance et la perception du marché des capitaux, ainsi que d'identifier les freins et leviers à l'accès à ce marché. Cette démarche vise à fournir des éléments de référence utiles pour orienter les politiques publiques, les interventions des acteurs financiers et les actions de sensibilisation et de formation.

L'analyse des données de cette enquête se décompose en plusieurs volets : le profil des entreprises enquêtées, la situation financière et stratégique, les projets de développement, les stratégies de financement actuellement utilisées, ainsi que le niveau de connaissance, les perceptions et les expériences du marché des capitaux. Ces éléments permettent d'établir un diagnostic approfondi et d'émettre des recommandations pour faciliter l'accès au financement et optimiser l'utilisation du marché des capitaux au bénéfice des entreprises burundaises.

Ce rapport est reparti en six (6) chapitres :

Chapitre I : Aperçu Méthodologique

Chapitre II : Profil et gouvernance des entreprises

Chapitre III : Situation financière et structure du capital social

Chapitre IV : Besoins de financement et projets de développement

Chapitre V : Connaissance et perception du marché des capitaux

Chapitre VI : Conclusion et recommandations

CHAPITRE 1. Aperçue Méthodologique

Ce chapitre nous présente des enjeux et objectifs de l'enquête sur les besoins de financement et la connaissance du marché des capitaux par les entreprises burundaises.

i. Objectif de l'enquête

L'objectif général de l'enquête est de doter de l'Autorité de Régulation du Marché des Capitaux du Burundi (ARMC) des statistiques fiables de référence du niveau de compréhension des opportunités qu'offre le marché des capitaux par les entreprises.

L'enquête a pour objectifs spécifiques suivants :

- Doter de l'ARMC des données statistiques sur les besoins en financement et l'intérêt des entreprises à diversifier leurs sources de financement.
- Doter de l'ARMC des données statistiques qui permettront d'identifier les freins et les attentes des entreprises par rapport à l'accès et à l'utilisation du marché des capitaux.

ii. Couverture de l'enquête

L'enquête a été effectuée dans les cinq (5) provinces du pays suivant le nouveau découpage administratif auprès des entreprises spécialisées dans la production et offre des services.

Elle consiste à collecter les données qualitatives sur le niveau de compréhension des opportunités qu'offre le marché des capitaux. Elle permet également la collecte des informations complémentaires relatives à l'activité, le Chiffre d'affaires, le capital social, la structure de l'actionariat, les projets planifiés, l'effectif du personnel, etc...

iii. Champ de l'enquête

La base de sondage de l'Enquête Diagnostique des Besoins de Financement et de la Connaissance du Marché des Capitaux par les entreprises au Burundi est constituée de toutes les entreprises publiques et privées considérées comme grandes par l'Autorité de Régulation du Marché des Capitaux (ARMC) du Burundi. Ces entreprises sont tirées dans le répertoire des entreprises (Edition 2021) conçues par l'INSBU et spécialisées dans les secteurs de l'industrie, construction et télécommunication.

La base de sondage a été stratifiée selon la provenance géographique des entreprises et leur secteur d'activité principal, afin de garantir une représentativité couvrant tout le territoire national, réparti en cinq provinces conformes au nouveau découpage administratif. Le total des entreprises cibles est de 77 entreprises réparties sur cinq provinces.

Les principales strates correspondent aux secteurs économiques majeurs identifiés, notamment : l'industrie, la construction et la télécommunication.

iv. Unité Statistique

L'unité statistique considérée par l'enquête est « l'Entreprise », et non les établissements et ceci pour les raisons suivantes :

- i) La comptabilité des établissements est consolidée au niveau des entreprises ;
- ii) Les décisions d'investissement sont prises au niveau de l'entreprise ;
- iii) Et les réponses aux questions relèvent de la compétence des chefs d'entreprise.

v. Déroulement de l'enquête

La collecte des informations sur le terrain a mobilisé 10 enquêteurs et 2 superviseurs. Les entreprises ont été réparties entre les différents enquêteurs et chacun a visité plus de neuf (9) entreprises. Les données collectées couvrent la période 2022-2024 pour une durée de 15 jours ouvrables. Cependant, la réticence des répondants dans certaines entreprises a ralenti le remplissage des questionnaires et d'autres ont refusé de fournir les données sous prétexte qu'ils ne connaissent pas l'ARMC. Le taux de non réponse est de 28%. Le programme d'apurement, le traitement et Analyse a été fait par l'ARMC sous l'appui technique de l'Institut National de la Statistique du Burundi (INSBU).

CHAPITRE 2. Profil et Gouvernance des entreprises

I. Répartition des entreprises par province

Les résultats montrent une forte concentration géographique des entreprises au Burundi. Sur les 77 entreprises enquêtées, 64 sont localisées à Bujumbura la capitale économique, soit environ 83 % du total, tandis que les autres provinces ne comptent qu'un nombre très limité d'entreprises comme le montre le graphique ci-dessous.

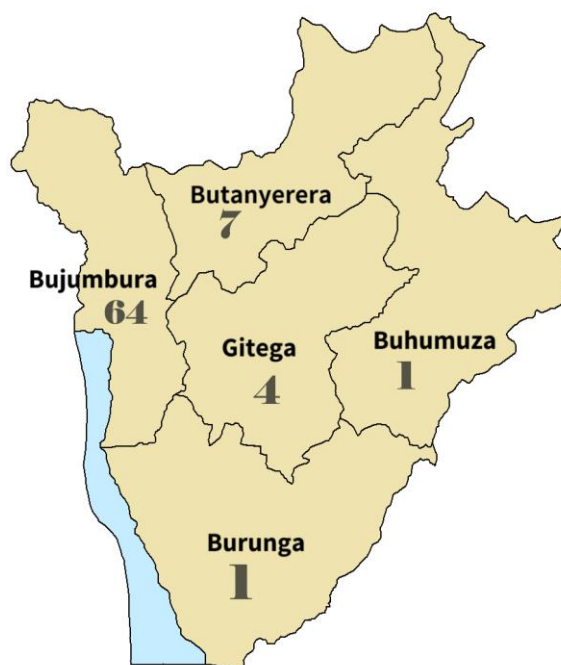


Figure 1. Répartition des entreprises par province

I. Répartition des entreprises selon leur forme juridique

En vertu du règlement régissant l'offre publique des valeurs mobilières dans son annexe 1 sur les exigences relatives à l'admission des offres publiques des valeurs mobilières, l'émetteur est une société (société anonyme, société mixte ou publique) et est constituée conformément au code des sociétés du Burundi.

Selon les résultats de l'enquête, les Sociétés anonymes (SA), les sociétés mixtes et les sociétés publiques représentent 47% de l'ensemble de toutes les formes juridiques, traduisant l'existence des structures favorables à une ouverture du capital et une gouvernance plus formelle. La part de ces sociétés constitue un levier important pour le développement du marché des capitaux. Cela signifie

qu'il existe déjà un noyau d'entreprises structurées pouvant être éligibles pour une introduction en bourse ou mobiliser des financements à long terme par émission de titres.

Les Sociétés unipersonnelles (27 %) et les Sociétés de Personne à Responsabilité Limité (25 %) occupent également une part importante, montrant que beaucoup d'entreprises privilégient des structures flexibles adaptées aux petites et moyennes entreprises témoignant la nécessité d'inciter ces entreprises à reformer leur gouvernance afin d'accroître le nombre d'entreprises éligibles sur le marché des capitaux.

La faible représentation des sociétés mixtes témoigne une présence limitée de partenariats public-privé et d'initiatives collectives formelles dans le tissu entrepreneurial burundais. (Voir le graphique ci-dessous)

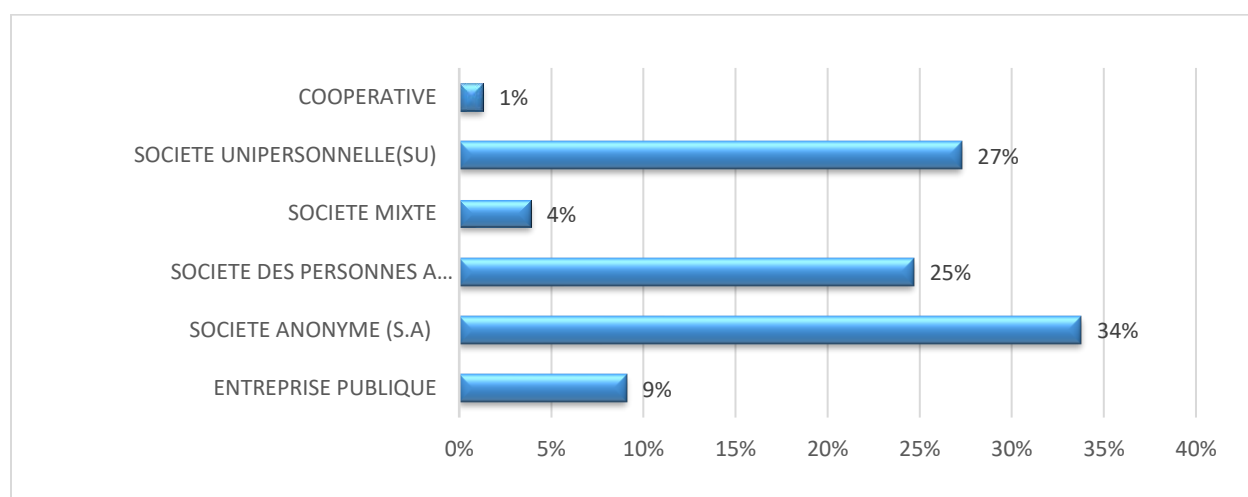


Figure 2. Répartition des entreprises selon leur forme juridique

I. Répartition des employés selon la forme juridique des entreprises

Les résultats de cette enquête révèlent que les sociétés éligibles sur le marché des capitaux (Anonymes, mixtes et publiques) ont un effet significatif sur le marché du travail offrant 68% du travail dans le secteur des entreprises. La forte proportion de ces entreprises montre que leur ouverture sur le marché des capitaux pour financer leur croissance permettra de créer des nouveaux emplois et par conséquent la réduction du taux de chômage.

Les Sociétés de personne à responsabilité limitée (SPRL) et les sociétés unipersonnelles contribuent de façon non négligeable sur le marché du travail avec 32 %.

Cependant, Sur les 7 794 employés des entreprises enquêtés, 6 191 sont des hommes (79,4 %) et 1 603 des femmes (20,6 %). Cette forte disparité traduit une sous-représentation féminine dans toutes les formes juridiques des entreprises.

FORME JURIDIQUE	NOMBRE D'ENTREPRISE	EMPLOYÉS (M)	EMPLOYÉS (F)	TOTAL	%
COOPERATIVE	1	19	4	23	0.3%
ENTREPRISE PUBLIQUE	7	622	164	786	10.1%
SOCIÉTÉ ANONYME (S.A)	26	3262	521	3783	48.5%
SOCIETE DES PERSONNES A RESONSABILITE LIMITEE(SPRL)	19	1218	480	1698	21.8%
SOCIÉTÉ MIXTE	3	438	297	735	9.4%
SOCIETE UNIPERSONNELLE(SU)	21	632	137	769	9.9%
TOTAL	77	6191	1603	7794	

Tableau 1. Répartition des employés selon la forme juridique des entreprises

II. Répartition des entreprises par secteur d'activité principale

Le tableau ci-dessous illustre la répartition des entreprises dans plusieurs secteurs d'activité économique. Cette répartition met en évidence la diversité du tissu productif burundais, tout en soulignant la prépondérance de certains secteurs comme la fabrication de boisson, la production d'eaux de table et de boissons non alcoolisées et la construction représentant près de de 30 % des entreprises et la faible représentation d'autres secteurs clés.

Le développement du marché des capitaux nécessite une diversification des secteurs d'activités. Il est donc essentiel de promouvoir la création et la croissance dans d'autres secteurs afin de stimuler les investissements et offrir davantage des opportunités sur le marché financier

Secteur d'activité	Nombre d'entreprises
Activités extractives	1
Activités de soutien à la culture et à l'élevage	1
Activités financières	1
Activités pour la santé humaine et action sociale	5
Construction	9
Extraction de charbon et de lignite ; tourbe	1

Secteur d'activité	Nombre d'entreprises
Fabrication de boissons	6
Fabrication de fibres synthétiques ou artificielles	3
Fabrication de peintures et vernis, adjuvants et encres d'imprimerie	1
Fabrication de produits à base de tabac	1
Fabrication de produits alimentaires	1
Fabrication de produits alimentaires à base de céréales	2
Fabrication de produits céramiques	1
Fabrication de savons, détergents et produits d'entretien	1
Fabrication des meubles et matelas	3
Fabrication d'ouvrages en matières plastiques	2
Fabrication d'ouvrages en métaux	2
Imprimerie	1
Industries du papier et du carton	4
Métallurgie et première transformation des métaux non ferreux	4
Production d'eaux de table et de boissons non alcoolisées	8
Production d'électricité et de l'eau	1
Télécommunication	5
Transformation du café	4
Transformation du coton	1
Transformation du thé	1
Transformation et conservation de fruits et légumes	1
Transport maritime	1
Transport terrestre	2
Transports aériens	1
Travail du cuir ; fabrication d'articles de voyage ; fabrication de chaussures	2
Total	77

Tableau 2. Répartition des entreprises par secteur d'activité principale

III. Existence des organes de gouvernance dans les entreprises

Les résultats révèlent un niveau variable de mise en place des structures de gouvernance au sein des entreprises burundaises. Alors que la majorité dispose d'un conseil d'administration (74%), les organes d'Audit et de gestion des risques demeurent très peu répandus (respectivement 29% et 18%).

La présence majoritaire de conseils d'administration constitue un socle favorable à la formalisation des entreprises et à leur éligibilité potentielle à la cotation sur le marché des capitaux conformément à l'article 4 du règlement régissant la gouvernance d'entreprise.

En revanche, la faible diffusion des comités d'audit et de gestion des risques représente un frein majeur à la transparence et à la confiance des investisseurs.

Le dispositif de gouvernance des entreprises burundaises apparaît en phase d'évolution, avec une bonne base structurelle (conseil d'administration), mais encore des lacunes dans les mécanismes de contrôle et de gestion des risques.

Le développement du marché des capitaux exigera une professionnalisation accrue de ces structures, afin d'assurer l'équité, l'efficacité et la transparence indispensables à la confiance des investisseurs.

ORGANES DE GOUVERNANCE	OUI	NON
CONSEIL D'ADMINISTRATION	74%	26%
COMITE D'AUDIT	29%	71%
COMITE DE GESTION DES RISQUES	18%	82%

Tableau 3. Existence des organes de gouvernance dans les entreprises

CHAPITRE 3. Situation financière et structure du capital social

I. Répartition des entreprises par capital social (2024)

Le capital social d'une entreprise entretient un lien direct avec le marché des capitaux, car il constitue la base financière et juridique qui détermine sa capacité à mobiliser des ressources externes et à attirer des investisseurs pour financer sa croissance.

Le règlement régissant l'offre publique des valeurs mobilières stipule que l'émetteur, au moment de l'émission des titres, doit détenir un capital minimum en action de 500 millions de BIF. Comme le montre le tableau suivant, 37 % des entreprises disposent d'un capital social inférieur à 500 millions de BIF et ne remplissent donc pas cette exigence.

Cependant, la part importante d'entreprises à fort capital (30 % au-delà de 4 milliards de BIF) indique la présence d'acteurs économiques d'envergure capables de mobiliser des ressources significatives. Cette structure capitalistique contrastée reflète un écosystème mixte, où coexistent des PME à fort potentiel de croissance et de grandes entreprises susceptibles d'accéder au marché des capitaux pour diversifier leurs sources de financement.

Tranche du capital social (en BIF)	Nombre d'entreprises	%
Inférieur à 500 000 000	21	37%
]500 000 000 ;1000 000 000]	4	7%
]1000 000 000 ;2000 000 000]	10	18%
]2000 000 000 ;3000 000 000]	4	7%
]3000 000 000 ;4000 000 000]	1	2%
Plus de 4 000 000 000	17	30%
Total	57	100%

Tableau 4. Répartition des entreprises par capital social (2024)

II. Répartition des entreprises par chiffre d'affaires (2024)

Le chiffre d'affaires reflète la performance et la solidité d'une entreprise, des éléments essentiels pour inspirer la confiance des investisseurs sur le marché des capitaux.

Le tableau suivant montre que plus de la moitié des entreprises (52 %) réalisent un chiffre d'affaires inférieur à 5 milliards de BIF, confirmant la taille modeste de la majorité des acteurs économiques burundais. Toutefois, environ 28 % des entreprises dépassent 10 milliards de BIF de chiffre d'affaires, ce qui traduit un noyau d'entreprises moyennes et grandes ayant un potentiel d'introduction en bourse ou d'émission obligataire. Ces données suggèrent que, bien que le tissu économique soit encore dominé par les PME, il existe un segment d'entreprises matures susceptibles de jouer un rôle moteur dans le développement du marché des capitaux.

Tranche du chiffre d'affaires (en BIF)	Nombre d'entreprise	%
Inférieur à 5 000 000 000	32	52%
]5 000 000 000 ;10 000 000 000]	13	21%
]10 000 000 000 ; 30 000 000 000]	9	15%
]30 000 000 000 ; 70 000 000 000]	3	5%
]70 000 000 000 ; 100 000 000 000]	2	3%
Plus de 100 000 000 000	3	5%
Total	61	100%

Tableau 5. Répartition des entreprises par chiffre d'affaires (2024)

III. Répartition des entreprises par Résultat Net (2022-2024)

Le résultat net mesure la rentabilité de l'entreprise, un facteur clé qui influence son attractivité et sa valorisation sur le marché des capitaux.

On observe dans le tableau ci-dessous une amélioration progressive des performances financières entre 2022 et 2024. La proportion d'entreprises déficitaires passe de 42 % à 36 %, tandis que celles enregistrant un résultat positif inférieur à 500 millions augmentent de 29 % à 39 %. Cette évolution indique une tendance vers la stabilisation et une reprise graduelle de rentabilité, bien que la majorité des bénéficiaires demeurent modestes.

Le règlement régissant l'offre publique des valeurs mobilières stipule que l'émetteur, au moment de l'émission des titres, doit avoir déclaré des bénéfices après impôts et les avoir distribués aux actionnaires au moins lors des trois (3) sur les cinq (5) derniers exercices comptables clos à la date de l'offre. Ceci montre qu'une partie importante d'entreprises ne seraient pas éligibles à lever des fonds sur le marché car ayant enregistré des résultats négatifs.

Seule une minorité d'entreprises (24 %) génère des bénéfices supérieurs à 1 milliard pour les années 2023 et 2024, ce qui montre que la capacité de financement interne reste limitée, renforçant la nécessité d'un recours au marché des capitaux pour financer la croissance.

TRANCHE DE RESULTAT NET(en BIF)	Nombre d'entreprises					
	2022	%	2023	%	2024	%
Résultat négatif	25	42%	25	42%	20	36%
]0 ;500 000 000]	17	29%	19	32%	22	39%
]500 000 000 ;1 000 000 000]	4	7%	2	3%	1	2%
]1 000 000 000 ;5 000 000 000]	10	17%	10	17%	11	20%
]5 000 000 000 ;10 000 000 000]	2	3%	3	5%	1	2%
Plus de 10 000 000 000	1	2%	1	2%	1	2%
Total général	59		60		56	

Tableau 6. Répartition des entreprises par Résultat Net (2022-2024)

IV. Répartition des entreprises par actionariat (2024)

La structure de l'actionariat détermine le degré d'ouverture et de transparence de l'entreprise, des conditions essentielles pour accéder au marché des capitaux.

Près de la moitié des entreprises (48 %) sont détenues par un ou deux actionnaires, traduisant une forte concentration du capital et une gouvernance souvent familiale ou restreinte. Cette catégorie d'entreprise n'est pas éligible sur le marché des capitaux car elles ne peuvent pas constituer en société anonyme suivant le règlement régissant l'offre publique des valeurs mobilières.

Seules 36 % des entreprises disposent d'une structure actionnariale diversifiée (3 à 10 actionnaires), tandis que 6 % seulement comptent plus de 10 actionnaires, proportion typique d'entreprises déjà ouvertes au public ou prêtes à l'être. Cette structure souligne la marge de progression importante pour favoriser l'ouverture du capital, condition essentielle au développement du marché des capitaux. Elle met aussi en évidence la nécessité de renforcer la culture de l'actionnariat et de sensibiliser les dirigeants à la gouvernance partagée.

CATÉGORIE	NOMBRE D'ENTREPRISE	%
Non renseigné	7	9%
Un actionnaire	27	35%
Deux actionnaires	10	13%
Entre 3 et 10 actionnaires	28	36%
Plus de 10 actionnaires	5	6%
TOTAL GÉNÉRAL	77	100%

Tableau 7. Répartition des entreprises par actionnariat (2024)

CHAPITRE 4. Besoins de financement et projets de développement

I. Classification des entreprises selon l'éligibilité de leurs projets sur le marché des capitaux

Parmi les objectifs visés par cette enquête, les entreprises sont interpellées de présenter des projets qui pourront être soumis sur le marché des capitaux. Selon le résultat de l'enquête, 46 entreprises ont répondu à cette requête et 31 entreprises n'ont présenté aucun projet.

Comme le montre le tableau en dessous, ces projets sont soumis à des critères d'éligibilité telles que la pertinence et la rentabilité. Le résultat a été que des projets présentés par 23 entreprises et dont le montant total de ces projets s'élève à 199.398.559.972 de BIF sont jugées éligibles. Par contre, ces critères d'éligibilité ont exclu les projets présentés par 23 autres entreprises représentant une somme de 143.966.484.152 de BIF.

Le montant total des besoins en financement montre qu'il ne pourra pas être comblé par des méthodes traditionnelles tels que l'autofinancement et les crédits bancaires, d'où la nécessité d'autres sources de financement dont le plus en vue est le marché des capitaux.

INTITULE	NOMBRE D'ENTREPRISE	MONTANT ESTIME EN BESOIN EN BIF
----------	---------------------	---------------------------------

Projet éligible	23	199,398,599,972
Projet non éligible	23	143,966,484,152
Aucun projet	31	-
Total général	77	343,365,084,124

Tableau 8. Classification des entreprises selon l'éligibilité de leurs projets sur le marché des capitaux

II. Répartition des entreprises par stratégie de financement (2024)

Le tableau suivant montre que la majorité des entreprises privilégie encore des modes de financement internes ou traditionnels. En effet, 38 % des entreprises fonctionnent principalement grâce à l'autofinancement, ce qui traduit une dépendance à leurs propres ressources et une certaine prudence face aux financements externes. 26 % des entreprises recourent au crédit bancaire, illustrant un accès encore limité ou coûteux au financement par les institutions financières.

Enfin, 31 % combinent l'autofinancement et le crédit bancaire, une approche plus équilibrée qui témoigne d'une volonté de diversifier les sources de financement. Ces données révèlent la nécessité de développer d'autres mécanismes de financement, notamment à travers le marché des capitaux, pour offrir aux entreprises des alternatives plus adaptées à leurs besoins de croissance.

STRATEGIE ACTUEL DE FINANCEMENT	NOMBRE D'ENTREPRISES	%
Autofinancement	29	38%
Autofinancement et Crédit bancaire	24	31%
Autofinancement, Crédit bancaire et Partenariat	1	1%
Autofinancement et Partenariat	1	1%
Crédit bancaire	20	26%
Crédit bancaire et Partenariat	1	1%
Financement extérieur	1	1%
Total général	77	100%

Tableau 9. Répartition des entreprises par stratégie de financement (2024)

CHAPITRE 5. Connaissance et perception du marché des capitaux

I. Répartition des entreprises selon leur niveau de connaissance du marché des capitaux

Les résultats de l'enquête révèlent une base de connaissances globalement insuffisante parmi les entreprises alors qu'une participation efficace sur le marché des capitaux requiert un niveau élevé de compréhension de ses mécanismes. La majorité s'estime « Assez bien » informée (36 %) ou dispose de connaissances « Peu » avancées (36 %) et 12 % des répondants demeurent totalement déconnectés de ce qui se passe sur le marché des capitaux (« Pas du tout »), ce qui traduit une connaissance partielle mais incomplète quant aux exigences et opportunités offertes par le marché des capitaux.

Seule une minorité d'entreprises (16 %) déclare posséder une connaissance « Très bien », illustrant un noyau restreint d'acteurs capables de mobiliser pleinement l'écosystème du marché des capitaux, d'optimiser leurs stratégies de financement et d'exploiter les instruments disponibles avec efficacité.

L'analyse de ces données montre un besoin criant de multiplication des campagnes de sensibilisation et de renforcement des capacités pour élever le niveau de compréhension des mécanismes du marché des capitaux

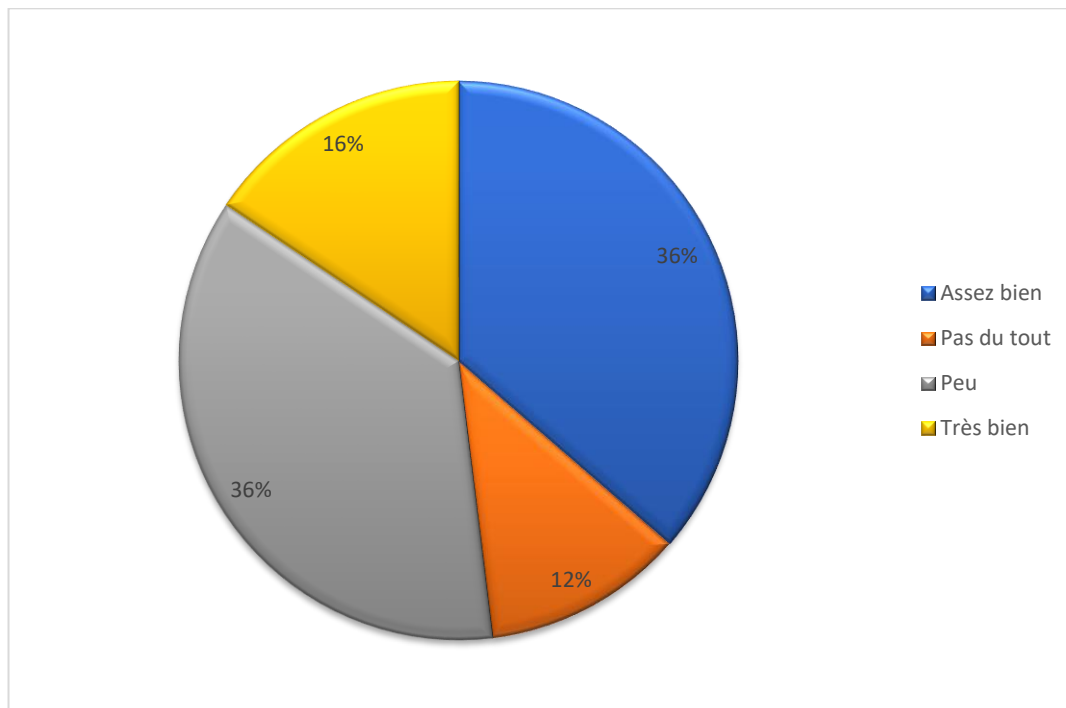


Figure 3. Répartition des entreprises selon leur niveau de connaissance du marché des capitaux

I. Répartition des entreprises selon qu'elles ont déjà utilisé le marché des capitaux

Voulant examiner le vécu concret des entreprises burundaises face au mode de financement (marché des capitaux), d'après les résultats de l'enquête, aucun acteur du secteur que ce soit privé ou publique n'a encore accédé ou recouru au marché des capitaux, que ce soit localement ou sur d'autres places financières comme l'illustre le graphique ci-dessous.

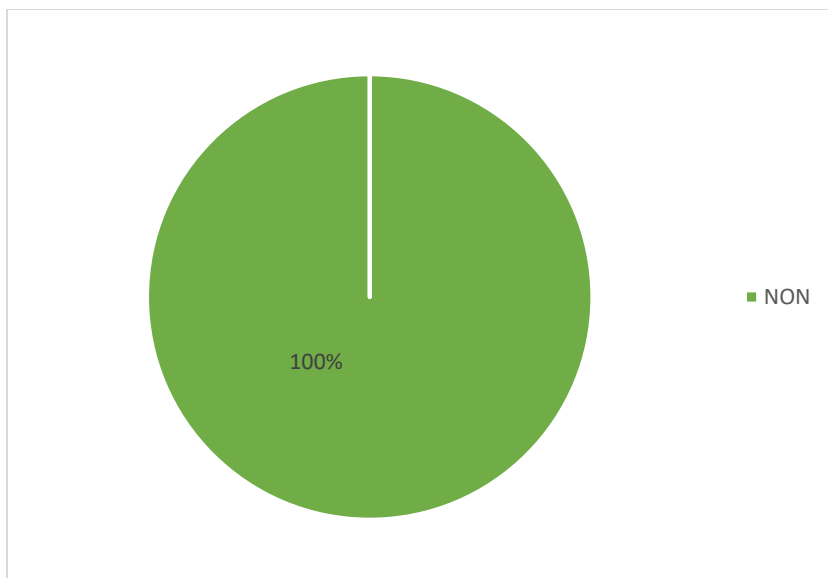


Figure 4. Répartition des entreprises selon qu'elles ont déjà utilisé le marché des capitaux

I. Niveau de perception des avantages du marché des capitaux par les entreprises

Le graphique ci-dessous montre que la majorité des entreprises enquêtées perçoivent le marché des capitaux avant tout comme un moyen efficace pour financer leur croissance (57%). Cela montre une compréhension claire qu'accéder à ce marché pourrait permettre d'obtenir des ressources financières importantes pour le développement, l'expansion de leurs activités ou de nouveaux projets. Ensuite, 30% des entreprises privilégie la valorisation de l'entreprise comme avantage principal de ce marché et en fin, Une proportion plus réduite estime que le marché des capitaux contribue à l'amélioration de la gouvernance (9%), alors que très peu n'y voient aucun avantage (3%) ou restent indécises sur ses bénéfices (2%).

Cette répartition montre une reconnaissance majoritaire du rôle structurant du marché des capitaux dans le développement et la compétitivité des entreprises, tout en soulignant la nécessité de poursuivre les efforts de sensibilisation auprès des acteurs économiques afin de lever les doutes et maximiser l'appropriation des bénéfices potentiels liés à une participation active sur ce marché.

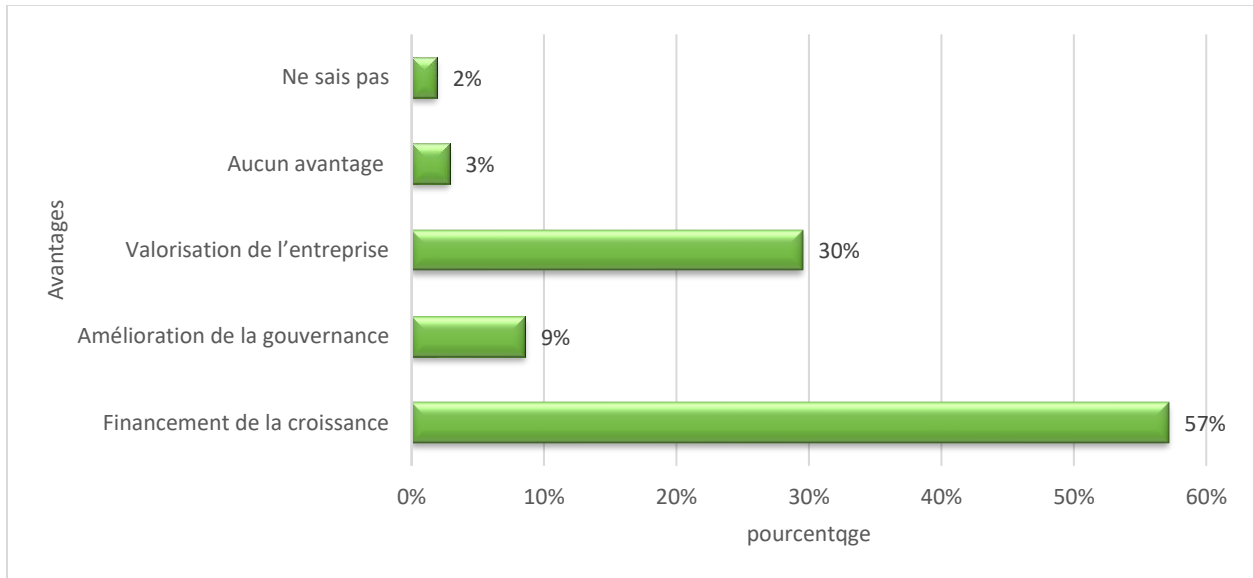


Figure 5. Niveau de perception des avantages du marché des capitaux par les entreprises

I. Niveau de perception des risques liés à l'émission des actions ou obligations sur le marché des capitaux par les entreprises

Ce graphique illustre la perception des principaux risques identifiés par les entreprises lorsqu'elles envisagent une émission d'actions ou d'obligations sur le marché des capitaux.

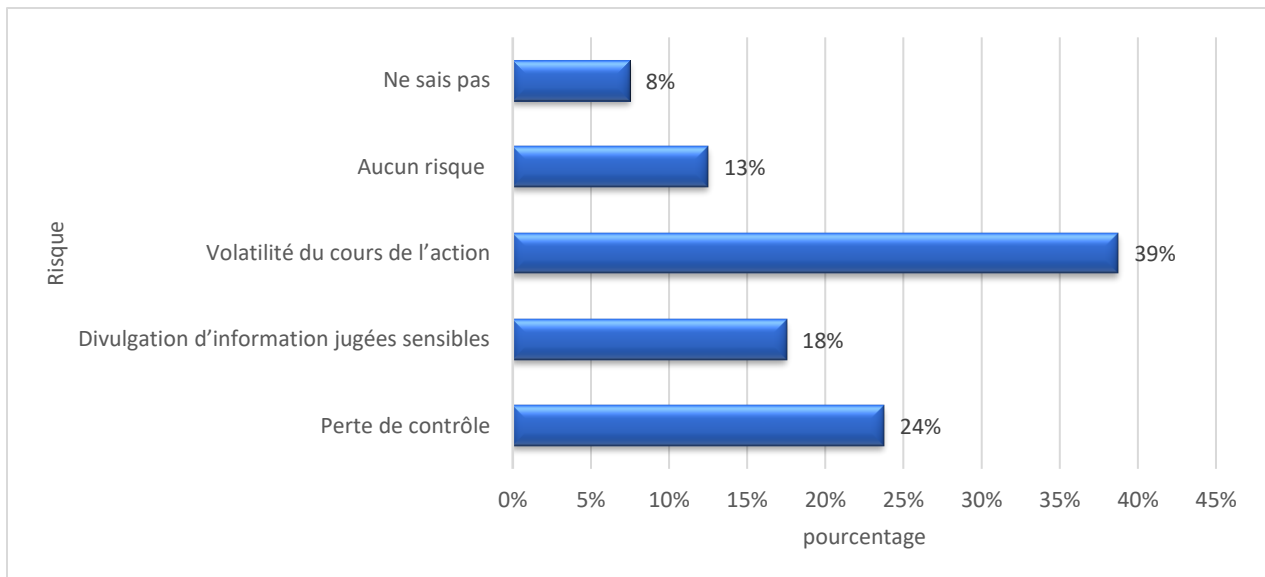


Figure 6. Niveau de perception des risques liés à l'émission des actions ou obligations sur le marché des capitaux par les entreprises

Ce graphique montre que le risque de volatilité du cours de l'action est clairement le plus préoccupant à 39 %, suivi par les inquiétudes concernant la perte de contrôle à 24 % et la divulgation d'informations jugées sensibles qui vient en troisième position avec 18 %.

La proportion de 13 % ne perçoit aucun risque lié à l'émission d'actions ou obligations tandis que 8 % des entreprises constitue une minorité qui n'a pas d'opinion claire sur les risques.

Cette analyse nous montre que les entreprises semblent davantage préoccupées par les conséquences de marché (volatilité, perte de contrôle) que par les aspects réglementaires ou opérationnels.

Cela montre que, pour favoriser une plus grande participation des entreprises au marché des capitaux, il serait utile de renforcer la sensibilisation et la formation sur la gestion de ces risques.

I. Domaines prioritaires de renforcement des capacités sur le marché des capitaux

Ce graphique met en évidence les principaux domaines prioritaires de renforcement des capacités sur le marché des capitaux auprès des entreprises enquêtées. Ces domaines sont :

- Les avantages et inconvénients liés au marché des capitaux qui représentent 31 %, soit la part la plus importante ;
- La mise en relation avec les investisseurs et la procédure d'introduction en bourse qui arrivent en deuxième position avec 22 % chacun ;
- L'accompagnement en communication financière et l'assistance juridique pour la structuration qui représentent 13 % chacun.

A partir de ces données, on peut conclure qu'un accent particulier doit être mis sur les avantages et inconvénients liés au marché des capitaux, les préoccupations pratiques et opérationnelles (introduction en bourse, relation investisseurs).

Cependant, la communication financière et l'assistance juridique ne doivent être mis de coté car il y'a des entreprises qui ont manifesté des lacunes de connaissances dans ces domaines.

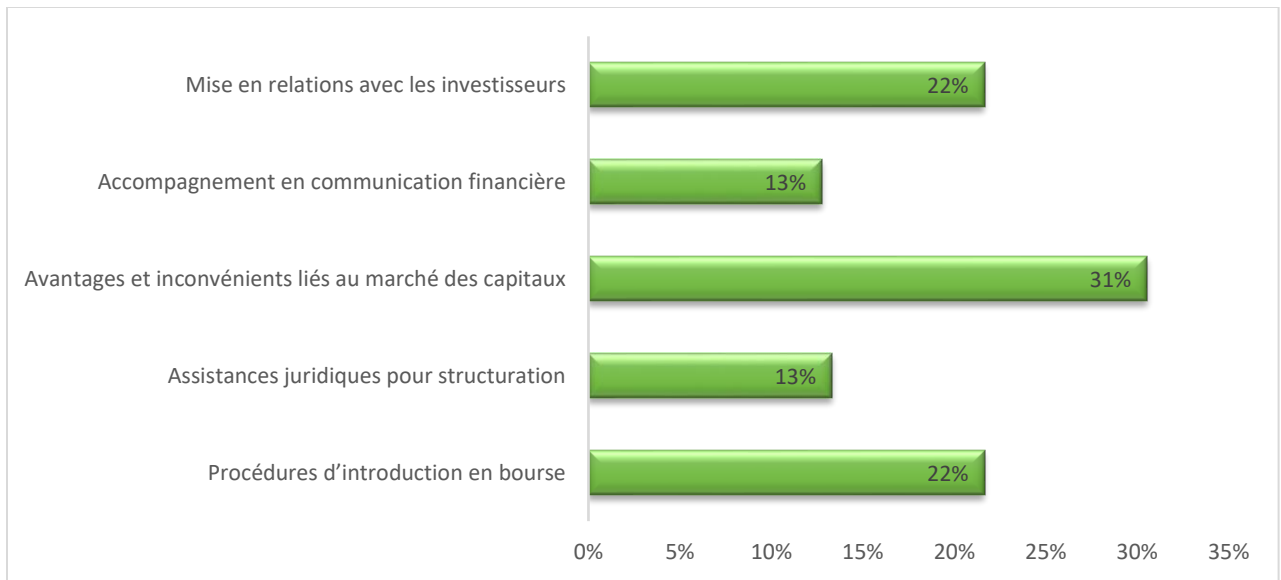


Figure 7. Domaines prioritaires de renforcement des capacités sur le marché des capitaux

CHAPITRE 6. Conclusion et recommandations

I. Conclusion

La présente enquête met en lumière les défis majeurs auxquels font face les entreprises burundaises pour accéder à des financements adaptés à leur croissance. Malgré l'existence d'un tissu économique comprenant des entreprises à fort potentiel, la dépendance aux mécanismes traditionnels tels que l'autofinancement et le crédit bancaire reste prépondérante. Cette situation souligne l'urgence de diversifier les modes de financement par une meilleure intégration au marché des capitaux.

Par ailleurs, les résultats démontrent que la connaissance et la compréhension des opportunités offertes par ce marché financier sont encore limitées au sein des entreprises enquêtées. Un nombre important d'acteurs se déclarent peu ou pas informés des mécanismes et des avantages liés à ce type de financement, ce qui entrave leur capacité à en tirer profit. La perception des risques, notamment liée à la volatilité des marchés et à la cession du contrôle, renforce cette réticence.

Bref, le développement du marché des capitaux au Burundi nécessite une action ciblée de sensibilisation et de renforcement des capacités des entreprises. Il devient indispensable d'accompagner la professionnalisation des structures de gouvernance et de favoriser l'ouverture capitaliste, gages de transparence et d'attractivité financière. Ce faisant, les entreprises pourront non seulement accéder plus aisément à des ressources financières diversifiées, mais aussi contribuer à la création d'emplois et à la dynamisation de l'économie nationale.

II. Recommandations

À l'endroit du Gouvernement et des partenaires au développement

- Promouvoir une diversification du tissu économique en soutenant le développement de nouveaux secteurs industriels et productifs.
- Faciliter la mise en place d'un écosystème financier intégré, favorisant la complémentarité entre banques, assurances, fonds d'investissement et marché des capitaux.

À l'endroit de l'ARMC

- Renforcer et étendre les campagnes de sensibilisation pour mieux faire connaître les outils et avantages du marché des capitaux auprès des entreprises.

- Mettre en place des programmes de formation ciblés sur la structuration juridique, la gouvernance d'entreprise et la gestion des risques liés à la mobilisation de fonds sur le marché des capitaux.
- Accompagner les entreprises dans la procédure d'introduction en bourse, la communication financière et le conseil juridique pour sécuriser les opérations et renforcer la transparence.
- Encourager la mise en place d'organes de gouvernance adaptés afin de faciliter l'accès au marché des capitaux et d'accroître l'attractivité auprès des investisseurs.
- Collecter et publier régulièrement des données statistiques sur l'évolution des besoins de financement et la participation au marché des capitaux pour ajuster les politiques publiques.

À l'endroit des entreprises

- Adopter des pratiques de gouvernance conformes aux standards du marché des capitaux, incluant la transparence financière, la gestion des risques et la bonne gouvernance.
- Diversifier les sources de financement en exploitant les opportunités offertes par le marché des capitaux pour soutenir leur croissance et leur compétitivité.
- Développer une culture financière et boursière à travers la formation continue du personnel et la mise en place d'une communication proactive avec les investisseurs.

À l'endroit des intermédiaires

- Approcher les entreprises et les inciter à bénéficier les opportunités offerts par le marché des capitaux du Burundi

Annexe : Questionnaire de l'enquête

**Enquête Diagnostic des Besoins de Financement et de la Connaissance du Marché
des Capitaux par les Entreprises Burundaises**

Madame/Monsieur,

L'Autorité de Régulation du Marché des Capitaux du Burundi (ARMC) prépare et réalise une enquête nationale auprès des grandes entreprises publiques et privées du Burundi.

Pourquoi avons-nous besoin de ces informations ?

Cette enquête vise à recueillir des données sur les besoins en financement et la connaissance du marché des capitaux par les entreprises. Les informations que vous fournirez permettront d'évaluer les opportunités offertes par ce marché, d'identifier les freins à l'accès, et d'élaborer des recommandations pour renforcer l'attractivité et l'efficacité du marché des capitaux du Burundi.

Comment remplir ce questionnaire ?

Compte tenu de l'importance de cet exercice, nous demandons que le responsable en charge des finances et/ou le Chef comptable remplisse ce questionnaire. Nos agents vous rendront visite pour accompagner le remplissage du questionnaire et nous apprécierions que vous fournissiez les informations requises dans un délai de Cinq (5) jours après réception du questionnaire.

En cas de difficultés pour remplir ce questionnaire, veuillez nous contacter pour tout éclaircissement.

Titre	Institution	Mobile	E-mail adresse
Superviseur	ARMC	79930582	gigasore@armc.bi
Superviseur	ARMC	69405451	tsabushimike@armc.bi

Mandat légal et confidentialité

Les informations fournies ci-dessous sont confidentielles en vertu de la Loi N°1/18 du 24 Juillet 2023 portant modification de la loi N° 1/08 du 20 Mai 2021 portant modification de la Loi N° 1/17 du 25 Septembre 2007 portant organisation du Système Statistique National au Burundi.

Nous vous remercions, d'ores et déjà, pour votre franche coopération

CHAPITRE 7. Information générale de L'entreprise

Nom de l'entreprise : _____

Sigle de l'entreprise : _____

Secteur d'activité principale : _____

CHAPITRE 8. Adresse physique (selon le nouveau découpage administratif)

Province :	Numéro : _____/_____
Commune :	Tél :
Quartier/Colline :	Adresse postale :
Rue/Avenue :	Courriel/E-mail :

CHAPITRE 9. Registration

Numéro du Registre de Commerce _____	NIF _____
Année de création de l'Entreprise _____	Année de démarrage des activités au Burundi _____
Type d'entreprise 1- Privé <input type="radio"/> 2- Publique <input type="radio"/> 3 -paraétatique <input type="radio"/>	Forme juridique 1- Entreprise individuelle/ 4- Société des Personnes à Société Unipersonnelle (S.l) 5- Responsabilité Limitée (S.P.R.L) 2- Société Anonyme (S.A) 6-Société Mixte 3- Coopérative 7- Entreprise Publique 8- Autres formes (à préciser) _____

CHAPITRE 10. Structure de l'actionariat de l'entreprise

TOTAL ACTIONS	
TOTAL ACTIONNAIRES	
VALEUR D'UNE ACTION	

Actionnaires Principaux

Nom de l'actionnaire	Nationalité	Pays de résidence	Pourcentage (%) de participation	
			31 décembre 2023	31 décembre 2024
1.				
2.				
3.				
4.				
5.				
Total				

CHAPITRE 11. Gouvernance de l'Entreprise

Employés pour 2025

	Nationaux	Étrangers	
--	-----------	-----------	--

Catégories d'employés				Sexe (Nationaux et étrangers)	
		Court terme (<12 mois)	Long terme (>=12 mois)	Masculin	Féminin
Temps plein					
Temps partiel					

L'entreprise dispose -t-elle :

- D'un conseil d'administration ? OUI Non
- D'un comité d'audit ? OUI Non
- D'un comité de gestion des risques ? OUI Non

Etes-vous disposés à renforcer la gouvernance pour accéder au financement du marché des capitaux ?

- OUI
- Non
- Avec condition

Si avec condition (préciser) _____

CHAPITRE 12. SITUATION FINANCIERE DE L'ENTREPRISE

Tableau à compléter

INTITULE	2022	2023	2024
Chiffre d'affaires annuel			
Résultat net annuel			
Capital social			
Total actif			
Part de fonds propres dans Le financement total (en %)			

Endettement bancaire actuel

Intitule	Montant en BIF
Dettes à court terme (moins d'une année)	
Dettes à long terme plus d'une année	

Disposez-vous d'états financiers certifiés par un auditeur externe ?

- Oui
- Non
- Si oui, par quel cabinet ou auditeur _____

CHAPITRE 13. Projets et besoins de financement

Avez-vous des projets de développement, d'extension ou d'innovation ?

- OUI
- Non

Si oui, compléter le tableau suivant

Intitulé du projet	Type de projet	Montant estimé	Durée d'exécution
		En besoin En BIF	

Quelle est votre stratégie actuelle de financement ?

- Autofinancement
- Crédit bancaire
- Partenariat/ joint-venture
- Autres à préciser _____

CHAPITRE 14. Connaissance générale du marché des capitaux

- Avez-vous déjà entendu parler du marché des capitaux ?
 - Oui
 - Non

Si oui, par quelle voie

- Radio
 - Télévision
 - Dans des ateliers de sensibilisation organisé par l'ARMC
 - Réseaux sociaux
 - Discussion avec amis ou collègues
 - Autres à préciser_____
-
- **Selon vous, que recouvre l'expression « marché des capitaux ? » (Choix multiple)**
 - a) Un mécanisme permettant de mobiliser des financements à moyen et long terme par l'émission de titres (actions, obligations)
 - b) Une place boursière où s'achètent et se vendent des titres financiers
 - c) Un système de crédit bancaire à court terme
 - d) Un marché permettant aux entreprises et à l'État de financer leurs projets de développement
 - e) Un mécanisme réservé uniquement aux grandes entreprises étrangères
 - f) Un ensemble d'institutions et de règles organisant les investissements

financiers

g) Je ne sais pas

h) Autre (préciser) : _____

• **Dans quelle mesure pensez-vous comprendre le fonctionnement du marché des capitaux ?**

- Très bien
- Assez bien
- Peu
- Pas du tout

CHAPITRE 15. Accès et usage des marchés des capitaux

• **Votre entreprise a-t-elle déjà utilisé le marché des capitaux pour se financer (émission d'actions, obligations...)?**

- Oui
- Non

• **Si oui, Quels ont été les avantages majeurs constatés ?**

- Accès à un financement important
- Diversification des sources de financement
- Notoriété accrue
- Aucun avantage :

• **Si non, pourquoi ? (Plusieurs réponses possibles)**

- Processus jugé complexe
 - Méconnaissance des procédures
 - Coût trop élevé
 - Manque d'information
 - Autre (préciser)
- **Selon vous, quels sont les principaux avantages pour une Entreprise d'accéder au marché des capitaux ?**
 - Financement de la croissance
 - Amélioration de la gouvernance
 - Valorisation de l'entreprise
 - Aucun avantage :
 - Autres à préciser_____
- **Quels sont, selon vous, les risques liés à l'entrée en bourse ou à l'émission de titres sur le marché ?**
 - Perte de contrôle
 - Divulgence d'information jugées sensibles
 - Volatilité du cours de l'action
 - Aucun risque :
 - Autres à préciser_____
- **Pensez-vous avoir besoin d'une formation complémentaire sur les marchés de capitaux et leurs opportunités ?**

- Oui
- Non

Si OUI, Quels sujets souhaiteriez-vous approfondir ? (choix multiple)

- Procédures d'introduction en bourse
- Assistances juridiques pour structuration
- Avantages et inconvénients liés au marché des capitaux
- Accompagnement en communication financière
- Mise en relations avec les investisseurs
- Autre (préciser) _____

Avez-vous une intention d'émettre des actions ou obligations au public ?

- Oui
- Non
- Je ne sais pas

Selon vous, quelles seraient les obstacles à l'ouverture de l'actionariat au public ?

- Manque d'information
- Perte de contrôle
- Gouvernance non prête
- Coût de mise en marché
- Je ne sais pas

- Autres à préciser_____
- **Avez-vous des suggestions pour faciliter l'accès des entreprises au marché des capitaux ?**
 - Oui
 - Non

Si oui, préciser_____

CHAPITRE 16. INFORMATION SUR LE REpondANT

Nom et prénom :

Position :

Téléphone :

E-mail :

Merci pour votre contribution.